



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Liberte>

Liberté

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 880 - juillet 1989 -

Date de mise en ligne : mardi 12 mai 2009

Date de parution : juillet 1989

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Liberté, liberté, que de crimes on commet en ton nom !

Libéralisme économique

Qualifier les économies occidentales de "libérales" est une des plus monstrueuses impostures qui soient(1). Par définition, elles sont dites libérales parce que chacun y est réputé libre de créer sa propre entreprise. En fait, pour créer, il faut en avoir les moyens, ou, sinon, solliciter une banque qui crée à cette fin une somme qu'il faudra rembourser en lui payant un intérêt substantiel. Ensuite il ne faut pas qu'un concurrent plus gros décide de vous ruiner, car il en a les moyens. Donc liberté, oui, mais seulement pour le renard dans le poulailler. Le libéralisme, c'est en fait la loi de la jungle. Cette idéologie a clipsé toutes les autres dans nos pays dits civilisés. On nous a expliqué qu'il fallait suivre, et les dérogations, parce qu'elles ouvraient de nouvelles possibilités à ceux qui vivent des transactions sur les capitaux, ont été présentées comme le meilleur moyen de libérer les énergies, de stimuler les initiatives et la créativité. Et lorsque, voyant dans l'ouverture du grand Marché Européen prévue pour 1993 le moyen d'accroître encore ses moyens, c'est encore au nom de la liberté que le patronat geint contre les lois de protection des travailleurs qui ont été arrachées avec tant de mal par les luttes syndicales. Dans ce cas, l'Etat est présenté comme un carcan qui brise les ailes des meilleurs. Ce mythe de la liberté économique développant les vertus qui caractérisent les gagnants, est aujourd'hui partie intégrante de l'idéologie en place. Autre aspect de la même hypocrisie : pour faire du commerce, tous les coups sont bons. Et nos diplomates et autres hommes d'Etat sont transformés en représentants placiers de nos grosses entreprises. C'est ainsi qu'on a incité bien des pays du tiers monde, en toute liberté bien sûr, à transformer leurs économies dans l'espoir de faire fortune en vendant leurs productions aux pays riches. Seulement ce sont les pays acheteurs de matières premières qui en fixent le prix, à la Bourse de Chicago par exemple, et la seule monnaie acceptée est celle que fabriquent, en toute liberté, les Etats-Unis. Le résultat est un appauvrissement général et dramatique des pays les plus pauvres, dont les terres ne peuvent même plus produire les cultures vivrières dont ils ont tant besoin. Mais au nom de la liberté, on se garde d'intervenir si les subventions, versées par les pays riches, sont accaparées par quelques roitelets : il faut respecter leur liberté d'affamer leurs peuples.

La belle liberté des exclus

La Grande Révolution des moyens de production, dans des économies dont les fondements datent de l'ère de la rareté, a pour effet d'accroître le chômage et les emplois précaires, sous-payés. Un revenu minimum garanti à tous, que la France, très en retard sur ses voisins européens, vient d'instaurer, devait permettre que personne ne soit sans ressources. En fait, il faut bien constater que le nombre de gens qui font la manche dans le métro ne fait qu'augmenter. Or on sait que lorsqu'un chômeur a cherché en vain du travail pendant trois ans, il est irrécupérable. Incapable de redresser la pente. Définitivement exclu. Et on ose parler de la grande liberté du clochard... Elle est belle, cette liberté-là. Et quelle est la liberté d'un travailleur au SMIC qui a une famille à sa charge ? Comment peut-on tolérer qu'augmente le nombre des exclus dans un pays qui se plaint de surproductions, qui limite ses cultures, abandonne l'entretien de ses terres, détruit la moitié (2) de ses récoltes ?

La liberté du choix

Oui, mais tous les salariés ont des congés payés, beaucoup ont une voiture, certains ont accès à la propriété. Quels choix formidables s'offrent-ils à eux !
Quels choix ? Sous l'impératif de rentabilité, les grosses entreprises des économies libérales

uniformisent la consommation. Le consommateur est constamment à la merci de la publicité. Tout est fait, et bien fait, pour le forcer à consommer ... Les banques, de tout temps, ont fait pression sur lui pour l'inciter à acheter en s'endettant. Maintenant, la plupart des grands magasins, grâce aux déréglementations, ont également le pouvoir de l'inciter à acheter temporairement, donc plus cher, n'importe quoi et même si ce n'est pas son intérêt. Tous les actes de sa vie sont pris en charge par des entreprises mercantiles, qui dépensent des millions pour étudier son comportement et mettre au point les meilleurs moyens de forcer son choix. Cet asservissement est apparemment très efficace puisque malgré son coût ahurissant (des millions de centimes pour un spot télévisé) il est jugé rentable par les entreprises. Où est la liberté du consommateur dans ces conditions ?

Et la justice ?

L'un des plus flagrants abus de la royauté était le pouvoir de faire justice, issu des sociétés féodales. La Révolution de 1789 a au moins aboli ce privilège insupportable, et c'est une de ses gloires. Mais la Justice de 1989 est-elle l'abri de toute discrimination, est-elle la même pour tous, riches et pauvres ? Selon que tu seras puissant ou misérable... Hélas, si les formes ont changé, cette honteuse discrimination demeure. Le pauvre type qui est pris à voler de quoi manger est condamné à coup sûr, très vite. Par contre on prend des gants pour inculper un gros fraudeur. Pas de surprise si un non-lieu est prononcé dans le cas d'écornormes malversations ou de ventes illicites, scandale si on amnistie quelques truands de moins grande envergure. Le malheureux contribuable qui ne paie pas ses impôts à la date fixée est assuré d'une amende 10%, l'entreprise qui ne paie pas ses charges s'en voit dispensée si elle menace de mettre des salariés à la porte.

Où commence la liberté ?

Non, l'idéal de liberté n'est pas compatible avec l'idéologie du libéralisme qui écrase les pauvres au profit des riches. Pour nous, il n'y a pas de liberté possible pour celui qui n'a pas les moyens de vivre décemment. La liberté commence par l'assurance de n'avoir pas le souci du lendemain. L'épanouissement d'un être passe par cette condition absolue même si elle implique des devoirs. Jusqu'à la grande révolution que nous sommes en train de vivre, cette condition ne pouvait matériellement pas être réalisée pour tous les citoyens. La grande relève du travail humain par des automates rend enfin réalisable ce rêve qui passa autrefois pour de l'utopie.

(1) Lire "le libéralisme contre les libertés", N° spécial du Monde Diplomatique.

(2) La cour des comptes de la CEE dénonce la destruction massive de récoltes : 572 000 tonnes détruites en 1984-85, soit 47% du marché. Ce pourcentage serait passé à 80 % ces dernières années.